

L'avenir est à gauche

par Victor LAROCK

Pourquoi ne pas dire : au Socialisme ?

Pour la simple raison que cela dépendra des socialistes eux-mêmes. De leur capacité d'adaptation et de renouvellement, en même temps que de leur fidélité aux objectifs de toujours. Tout parti a le sort qu'il mérite.

En ce moment, la solidarité des travailleurs est battue en brèche de partout. Qu'elle vienne à s'affaiblir dans les bassins industriels, et le chemin à parcourir sera beaucoup plus long. Mais, de toute façon, elle ne suffit pas. Même au-delà des intérêts de classe les idées cela existe encore. Autour d'un petit nombre d'idées simples et fortes, on voit très bien se former une gauche sociale plus vaste qu'un parti et largement ouverte à tous les progrès. C'est à elle, si elle le veut, que l'avenir appartient.

Les idées ? Quelles idées ? Celles qui, au cours des 20 dernières années, nous ont déjà valu, en plusieurs occasions un courant de sympathie et des afflux de voix dont nous mesurons maintenant l'importance. Les idées qui commandent une série de changements que la droite conservatrice n'acceptera jamais avec tout ce qu'ils comportent.

L'idée de liberté, inscrite dans nos principes avant celle du bien-être, et qui doit prendre une force nouvelle et un nouveau sens concret, maintenant que le bien-être est mieux assuré qu'autrefois. L'idée des droits sociaux - sécurité, santé, logement, instruction, loisirs - à laquelle l'incessant développement des sciences et des techniques fournit, d'année en année, de nouvelles possibilités d'extension. L'idée d'égalité des chances sans préalable économique et d'une justice égalitaire qui destituerait le profit sans travail, sous la pression des jeunes générations, plus instruites et mieux formées pour produire, participer, contrôler et organiser.

CHANGEMENTS A PREVOIR

A moins d'une crise profonde, malgré tout peu probable à brève échéance, l'avenir prévisible ne fait nullement envisager, dans ce coin de l'Europe, des régimes étatiques et bureaucratiques comparables à ceux des démocraties populaires. Il n'y a que les attardés du marxisme staliniste pour s'imaginer le contraire. Les changements se font et se feront dans trois directions :

1. — La concentration capitaliste finira par placer la puissance publique devant l'alternative soit d'intégrer dans les ressources collectives une part appréciable des réserves privées provenant de la plus-value du travail, soit de renoncer à toute planification qui ne soit pas un faux-semblant.

2. — A côté d'une classe ouvrière numériquement stable ou en légère régression, les appoints des services publics et privés (secteur tertiaire) seront de plus en plus nombreux et les cadres en particulier prendront de plus en plus d'importance ; tandis que les anciennes classes

moyennes (indépendants) continueront à décroître.

3. — Le plus grand changement dépassera le domaine économique et technique. Il sera intellectuel et social.

L'enseignement secondaire généralisé, le supérieur et l'universitaire en pleine expansion, les enseignements parallèles (T.V., etc...) : s'il est une mutation en profondeur dont les effets seront immenses, c'est celle-là.

Il est fort possible que toute cette lumière, plus ou moins vive mais répandue à flots et révélant à elles-mêmes d'innombrables jeunes énergies qui, sans cela, auraient végété, ne soit pas encore suffisante pour faire surgir dans les toutes prochaines années beaucoup d'authentiques progressistes ayant ce qu'il faut de compétence, de conviction et d'allant. Mais en dépit des tentatives d'occultation, ayons confiance ! Quand on voit sur quoi et sur qui repose maintenant l'ordre capitaliste et à quel point l'Eglise, autrefois son meilleur soutien, est devenue prudente et précautionneuse, il n'est pas douteux que, d'ici vingt ans, nos pays connaîtront des secousses et des transformations auxquelles la droite ne s'attend pas.

LA GAUCHE DE TOUS LES PROGRES

Un professeur français, M. Duverger, bel esprit faux, amateur de formules, en a trouvé une bonne l'autre jour, appelant la droite - extrême ou centriste - la « marais ». C'est bien cela. Comment la droite conservatrice contribuerait-elle à un avenir meilleur et plus juste ? Elle croupit sur les intérêts. Intérêts des holdings, intérêts des cartels et des ententes mercantiles, intérêts des grands fraudeurs du fisc, intérêts de la gestion industrielle incontrôlée, intérêts de la spéculation foncière et immobilière...

Les conservateurs - catholiques ou ex-libéraux - disposent de moyens considérables. Ils peuvent à l'occasion attirer à eux les masses flottantes. Mais pour gagner la jeunesse et influencer l'avenir, deux choses leur manqueront toujours : Un minimum d'idéalisme et le sens de la justice. Si cette carence venait à cesser, la droite ne serait plus elle-même.

Certes, il arrive aussi à des hommes qui ne se classent pas à droite de manquer de jugeote et d'être moins attentifs à l'avenir qu'à tout ce qui subsiste, dans le présent, d'intérêts dépassés et injustifiables. Il leur arrive de se considérer comme les gérants ou les gardiens d'un régime économique dépassé. Mais la nécessité est dans les faits. Quand des milliers de jeunes, instruits, lucides et réalistes, se heurtent aux barrages financiers et sociaux du conservatisme, on verra s'ils continueront à tendre le cou au collier et à se prêter à la politique traditionnelle du placement et du pourboire !

Avec les travailleurs de toute catégorie, solidaires devant les vieilles structures et les situations acquises, ils voudront non pas seulement servir, mais participer et devenir res-

(Lire la suite en page 2.)

El Presidente de Méjico, en unas declaraciones a la prensa, reafirma la digna actitud de su país ante el Gobierno de Franco

El Presidente ha dicho

Pronto va a hacer dos años que comentando en esta misma correspondencia unas declaraciones de quien se disponía a empuñar el timón de la nave mejicana, el licenciado Díaz Ordaz, decíamos que una luz había permanecido fiel en nuestro negro firmamento, luz que no era otra que la representada por la digna e invariable posición de esta nación hermana de seguir reconociendo la legalidad de nuestro régimen republicano.

« Cuando muchos anunciaban su extinción como inminente, esta luminaria ha tenido un brillante destello, prenda y garantía de su permanencia y de que, lejos de apagarse, va a seguir alumbrándonos largamente. »

Por inmensa fortuna para nosotros y para los principios eternos y universales de la ética y de la justicia, la previsión que anunciaban esas palabras esperanzadoras ha tenido una puntual confirmación.

El Presidente de Méjico, como saben los lectores, acaba de verificar un viaje de buena voluntad por las seis Repúblicas del istmo americano, y al reintegrarse a la patria ha sido objeto de un recibimiento apoteósico. No menos de un millón de mejicanos le aguardaron para expresarle su plena identificación con el significado de tal viaje de paz y de solidaridad ha tenido. Entre ellos se honró en figurar un nutrido grupo de republicanos españoles que enarbolaban las enseñas tricolores de Méjico y de España y que eran portadores de grandes pancartas con palabras de respeto y de bienvenida.

De entre la copiosísima información sobre el desarrollo de la expedición, de su finalidad y de sus resultados, que ha llenado la prensa entera de este país en los días pasados, vamos a destacar hoy unas declaraciones del licenciado Díaz Ordaz por el interés insuperable que para nuestra causa han tenido y que se enlazan estrechamente con las que recordamos al principio de estas líneas.

Según nosotros lo interpretamos, y no creemos que con ellos nos apartamos mucho de la intención que quiso dar a sus pa-

labras, vino a decir que frente al fascismo, que no es en realidad una ideología política, sino una forma de delincuencia delirante, todo país, y no sólo los individuos aislados, tiene el derecho e incluso la obligación de considerarse involucrado en la contienda. Pensándolo serenamente, ¿es que hay alguna razón o alguna cláusula de Derecho internacional que pudiera oponerse a

la adopción de una determinación semejante ?

Las declaraciones que comentamos expresan y reafirman claramente la incommovible posición en la que Méjico persiste, posición que los españoles que luchan incansablemente por la Libertad juzgan como noble y merecedora también de su permanente agradecimiento.

Ernesto NAVARRO

Declaraciones del Presidente Díaz Ordaz

Estas son las declaraciones del licenciado Gustavo Díaz Ordaz, Presidente de Méjico, a que se refieren nuestro corresponsal E.C. Blasco y nuestro colaborador Ernesto Navarro. El Presidente de Méjico las hizo en una conferencia de prensa celebrada en la Embajada mejicana de San José, capital de Costa Rica, el 19 de enero último.

« PREGUNTA : ¿ Podría usted decirnos concretamente, señor Presidente, por qué todavía en 1966 no hay relaciones diplomáticas entre Méjico y España ? »

RESPUESTA : No las hay porque las rompimos cuando España, envuelta en un conflicto interno al que la llevaron fuerzas internacionales, permitió que quienes combatieron contra las más anheladas libertades del hombre, que quienes sintiéndose raza superior llamada a regir los destinos del mundo en un sueño belicista y de dominación, que a los mejicanos nos pareció incompatible con la esencia misma de nuestra nacionalidad, ayudaran a instalar en España un gobierno que nació bajo la inspiración de la cruz gamada del nazifascismo. Entonces dejamos de tener relaciones con el Gobierno de la Madre Patria que, repito, había surgido al calor de una intervención no sólo extraña al pueblo ibérico, sino de signo contrario a postulados que nos son tan sagrados y no sólo nosotros sino la mayor parte de los pueblos que estuvimos del lado de la libertad, rompieron relaciones. El Gobierno es el mismo de 1936, la actitud de Méjico sigue siendo también igual en 1966.

« PREGUNTA : ¿ No piensa usted, señor Presidente, que variando el sistema ideológico, el nazifascismo de aquella época es similar al comunismo actual, y por qué entonces no se aplica la misma posición con respecto al régimen de Cuba ? »

RESPUESTA : Nosotros no estamos juzgando de las ideas de los demás, no he dicho yo lo que al parecer implica su pregunta, nosotros peleamos, así fuera simbólicamente con nuestra simple fuerza moral y con un grupo reducido de aviadores, de soldados mejicanos de un lado de la lucha. No alcanza a comprender cuál es la similitud que trata de establecerse con relación a otro campo con el que no hemos estado jamás del otro lado de las trincheras.

Mantenemos relaciones amistosas y diplomáticas entre sí la mayor parte de las naciones del mundo, para exigir que nos dejen pensar como queremos hacerlo, comenzaremos por respetar la libertad de los demás a pensar como gusten. »

La emigración republicana española se suma al apoteósico recibimiento del pueblo mejicano a su Presidente de regreso de una visita a los países centroamericanos

El Centro Republicano Español de Méjico convocó a la emigración republicana española al recibimiento que el pueblo de Méjico tributó al Presidente de la República, licenciado Gustavo Díaz Ordaz, a su regreso de la visita de buena voluntad que ha llevado a cabo en Guatemala, Honduras, El Salvador, Panamá y Costa Rica. En este último país, al ser preguntado por los periodistas al ilustre mandatario del pueblo mejicano acerca de por qué Méjico no sostenía relaciones diplomáticas con España, con la precisión y claridad que el licenciado Díaz Ordaz expresa sus opiniones, contestó, como verán nuestros lectores en las declaraciones que reproducimos.

Más de un millón de ciudadanos se dieron cita desde el aeropuerto hasta la plaza de la Constitución, en un recorrido de más de siete kilómetros, para manifestarle su simpatía a su regreso

a la patria. Numerosas pancartas y enseñas patrias se alzaban por encima de la multitud. Los españoles ocupamos un sitio de honor en la plaza, constituyendo un grupo numerosísimo de republicanos y socialistas acompañados de sus esposas. Se destacaba una pancarta, sostenida por viejos militantes, en la que se leía : « La emigración republicana española con Méjico y su ilustre Presidente Lic. Gustavo Díaz Ordaz. » A su lado lucían la bandera de la República Española, sostenida por un veterano militante aragonés, y la de Méjico, enarbolada por un viejo republicano.

Entre los concurrentes, el diputado republicano don Mariano Joven, los diputados socialistas Luis Romero Solano y Eduardo Castillo Blasco, el Presidente del Centro Republicano Español, doctor Jacinto Segovia, don Jesús Hernández, don Manuel Vega,

Secretario de A.R.D.E., don José Alcubierre, presidente y secretario respectivamente, de la Agrupación Socialista, compañeros Ovidio Sacedo y Ricardo Busteros, Ernesto Navarro, Manuel Olmedo, Enrique Filloy y cientos de compañeros y amigos más que acudieron para testimoniar al Presidente de Méjico nuestro reconocimiento y gratitud.

Como lo demuestran esas declaraciones, una vez más Méjico y su Gobierno hacen presente su solidaridad con la República Española, con la que sostienen relaciones diplomáticas, dando ejemplo de su recta conducta en política internacional. Al llegar la comitiva presidencial a la plaza fue recibida por los españoles, con entusiásticos vivas a Méjico y a su Presidente.

E. C. Blasco,
corresponsal

La censura cinematográfica

HOY EXISTE en España un Código de Censura Cinematográfica. Pero ese Código, elaborado después de haber sido consultados todos los organismos oficiales pertinentes, así como las asociaciones sindicales de profesionales del cine —y entendiéndose con ello textualmente, que fueron consultados y no necesariamente atendidos en sus sugerencias— sume a quien lo consulta en la misma ignorancia que tenía cuando los criterios eran oficialmente desconocidos. Las normas por las que se rige la censura son tan deliberadamente amplias que casi ningún caso particular puede regirse por ellas, salvo tal vez aquellos tan elementales que nunca, en ningún código de censura de cualquier país, habrían sido pasados por alto. Que se prohíba la exaltación del erotismo pornográfico, de la violencia, la defensa del aborto o las injurias al jefe del Estado, nada o muy poco significa. Todo el mundo sabe que esos son tabúes casi universales.

Pero cuando se especifica la prohibición de «todo lo que atente de alguna manera contra nuestras instituciones o ceremonias, que el recto orden exige que sean tratadas respetuosamente», sabemos que este texto presupone el veto a no importa qué retrato que se quiera hacer de cualquier aspecto de la realidad española actual, a cualquier enfrentamiento con situaciones de nuestro momento y de nuestra vida nacional. Y el que se prohíba «el falseamiento tendencioso de los hechos, personajes y ambientes históricos» pone automáticamente en entredicho la posibilidad de cualquier enfrentamiento honrado de nuestra circunstancia histórico-cultural, a no ser que se alabe cuanto el régimen considera digno de alabanza. (Los subrayados de los textos oficiales son, naturalmente, nuestros.)

Unos meses antes de la promulgación de ese Código de Censura, concretamente el 29 de noviembre de 1962, el director cinematográfico Bardem, en su calidad de presidente de la Asociación de Realizadores Españoles (A.S.D.R.E.C.), dirigió una Memoria al director general de Cinematografía, en la que contestaba extensamente a su petición de consejo respecto a las normas que deberían posteriormente adoptarse. El escrito de Bardem reflejaba la esperanza de los profesionales del cine al decir que el futuro Código debería reconocer «la realidad española y el contorno del mundo que rodea al hombre de hoy» y pedía que ese Código futuro suprimiese la «variación de criterio de censura, según se tratara de películas extranjeras o nacio-

nales». Ninguno de estos deseos se ha visto cumplido, a pesar de ser fundamentales en el desarrollo futuro de nuestro quehacer cinematográfico. Y en lo que respecta a la última observación, nos encontramos en la actualidad con sorpresas que sumen al espectador cinematográfico en el estupor, al crítico en la imposibilidad de saber lo que le conviene decir y al profesional en la duda de lo que él mismo podría hacer... si se lo permitieran.

Actualmente las pantallas españolas están repletas de películas que atentan a la moral en todos sus aspectos: el erotismo más desenfadado, la violencia, el sadismo e incluso la exaltación antirreligiosa —, en el mejor de los casos, atea—, pueden contemplarse en locales cinematográficos, e incluso constituyen —por obra y gracia de una represión de casi treinta años— los mejores ingresos de taquilla. Naturalmente, se trata de películas extranjeras. En cambio, si se pasa al campo del cine español, el criterio es radicalmente distinto, comenzando por la existencia de una doble censura. Todos los guiones deben pasar, antes de convertirse en película, por una censura previa que en ningún caso presupone la posterior aprobación oficial del film, el cual tendrá que ser sometido a una nueva criba en la que se juzgará tanto su argumento como el sentido próximo y remoto de sus imágenes. No sé si alguien ajeno a estos problemas podrá estar en condiciones de darse cuenta de lo que significa para un autor cinematográfico estar sometido a este doble paso de las Horcas Caudinas. En cualquier caso, una somera visión de ciertos casos concretos y recientes ayudará tal vez a comprender un criterio que sigue siendo casi siempre tan aberrante y oscurantista como lo fue desde la implantación del régimen.

Se prohíbe terminantemente tratar, incluso con criterio católico ortodoxo, el caso de una estigmatizada; se rechaza el proyecto de una película sobre las criadas españolas en Francia y otra sobre los obreros españoles en Alemania; se excluye totalmente la posibilidad de una película sobre la fecundación artificial, intentada por Berlanga; al mismo director se le cortan escenas fundamentales de su película "El verdugo", premiada varias veces en Festivales extranjeros; se ignora literalmente el proyecto más o menos objetivo de una película sobre la guerra civil, con la balanza claramente inclinada hacia el lado gobernante, retrasando su autorización has-

ta que transcurrido el tiempo reglamentario para que el proyecto se acogiera a los beneficios extraordinarios ofrecidos con motivo de la celebración de los llamados «XXV años de Paz»; se retrasa indefinidamente la autorización para que la película de Luis Buñuel "Viridiana"—(única película que ha obtenido el Gran Premio en el Festival de Cannes) sea exhibida en España.

Finalmente —y por terminar con una lista que se haría interminable— ha estado a punto de prohibirse el film "Con el viento solano", sólo porque el ministro Fraga Iribarne leyó en un seminario de información general cierta identificación —casual, desde luego— del argumento con sucesos de crónica negra acaecidos en los últimos meses, sin tener en cuenta que la novela de la que el film había sido adaptado estaba circulando desde diez años atrás y que el guión había sido aprobado por la Comisión de Censura varios meses antes de que esos sucesos de la vida real tuvieran lugar.

Hay una censura oficial en España y de ella es posible dar una cuenta más o menos aproximada. Pero hay otra censura escondida, que se manifiesta en trabas oficiosas, en vetos personales y en "boicots" particulares cuya trascendencia es mucho más vasta que la que hemos enumerado. Sería cuestión de indagar profundamente en las raíces de esa censura inquisitorial y secreta para darnos cuenta de la importancia fundamental que tiene en el desenvolvimiento de la creación cinematográfica, en la supervivencia de un cine español carente de ideas e ineficaz como medio de expresión.

Pero esa indagación necesitaría años de abrir bocas cerradas y de descubrir conversaciones privadas. Necesitaría un control imposible de llamadas telefónicas particulares y de tantos medios de presión indirecta como pueden ser utilizados. Tenemos que admitirla como una realidad, como un artículo de fe que actúa sobre nuestras mentes, castrándolas y motivando en muchos casos autocensura tanto más grave cuanto que se ha convertido en hábito en muchos escritores.

Yo mismo ahora, mientras escribo estas líneas, no puedo evitar la sensación —extirpada a tiros— de que esto que escribo podrá prohibirse, porque esa idea está en la mente de todos nosotros, como una sombra que coarcta nuestra libertad creadora.

(De "Censura", París, enero-marzo 1966.)

ESPICANDO LA PRENSA

AL CERRAR el año, más concretamente, el día 30-XII-65, el periódico "Pueblo" publica un artículo de su director, don Emilio Romero (ése que ha escrito un libro sobre la soberanía del pueblo; tal vez se refiera a la soberanía de "Pueblo", su periódico, y no a la del pueblo español), en que nos hace saber que los vecinos de Sástago están pleiteando con el conde de Sástago sobre la propiedad de unas tierras.

Parece que los condes de Sástago hicieron dos donaciones de tierra: una allá por el año 1898; otra en 1931. ¿Qué debió pasar por aquellas épocas para que los condes de Sástago hicieran donación de sus tierras a los vecinos? ¡Vaya usted a saber! En 1898 bien pudiera ser falta de brazos para cultivarlas. Cuba, y antes Filipinas y África, habían dejado los pueblos de España sin brazos para las faenas del campo. No iba el conde de Sástago de aquella época, a remangarse la chaqueta y los pantalones y ponerse a labrar la tierra, regarla, sembrarla, y esperar después tal vez una mala cosecha. Mejor era hacer donación de esas tierras a los vecinos y en paz. En 1931... ¿qué pasó en esa fecha para que el conde de entonces, hiciera donación de nuevas tierras a los vecinos? ¡Ah, sí! En 1931 advino la república aquella, timorata y dulzona, pero que el señor J. Suevos (otro que tal), la calificaba de «sovietofilia y masonizante» ya no se puede decir más. A pesar de todo esto, los condes de Sástago de aquella época, donaron, ellos sabrán por qué, la tierra a los vecinos. Y es ahora, precisamente ahora, cuando otro conde de Sástago reclama la inscripción de esas tierras a su nombre. Y esto es lo que no puede tolerar don Emilio Romero. Bien claro se lo dice, «ese tipo de propiedad ya no se lleva, porque el propietario de nuestro siglo es aquel que está al frente de su propiedad dirigiendo la producción, creando puestos de trabajo, fundando riqueza y repartiéndola como Dios manda».

Pero, don Emilio, no se enfade. Lo que pide el vástago del conde de Sástago, es la propiedad de la tierra. Después, ya veremos. A lo mejor después se dedica a crear riqueza como usted insinúa y a repartirla mejor que Dios manda. Pero no se trata ahora de eso. Se trata de la propiedad de la tierra. Y para eso, el vástago de los condes de Sástago, no sólo aporta razones sino textos legales vigentes de una legalidad rotunda, definitiva, absoluta, sin grietas por donde escapar una mala tergiversación. Recuerde usted, señor Romero (don Emilio), recuerde usted,

Un mes escaso después de la sublevación de los generales perjurios y de los falangistas doctrinarios —entre los cuales usted era ya cabecita visible— se publicaba un decreto, con fuerza de ley, por el cual quedaba anulada la Reforma Agraria de la república «sovietofilia y masonizante» y las tierras pasaban a sus antiguos dueños. Así, sin más ni más. Para hacer efectivo ese decreto-ley, allí estaba usted, con el fusil bien cargado, para «cargarse» a quien se resistiera. Lo único que usted puede reprocharle al vástago del conde de Sástago es la tardanza en hacer efectivo ese decreto-ley, en sus tierras. Treinta años de retraso son muchos años para dejar incumplido un decreto-ley caudillesco. Sin embargo, bien pudiera ser don Emilio..., primero, liquidar falta de tiempo. Usted ya sabe, republicanos; después, División Azul; más tarde, poner en pie eso de los sindicatos. Hace ya algunos años que las cosas se veían un poco más claras para dedicarse a recuperar las tierras, pero vino aquello de si los marqueses, condes y barones tenían que sacrificarse —por el bien del régimen caudillesco, claro— apechugando con direcciones y consejerías bancarias y de las otras; que si la Empresa Calvo Sotelo, que si la Bazán, que si Escobreras, que si..., en fin, ¿quién se acuerda de recuperar sus tierras? Es ahora, señor Romero (don Emilio) cuando el Caudillo ha calificado de «indispensable» la capitalización del campo, cuando el vástago de los condes de Sástago, pide la suya. Quién sabe si se inicia en este conde lo que en treinta años no ha sido capaz el francofalangismo: ¡trabajar la tierra!

HEMOS nombrado, sólo de refilón, al señor J. Suevos. No queremos que se nos tildе de indiferentes. Sobre todo, cuando este señor nos da una lección de ética. Esta lección aparece en el periódico "Arriba", del día 2-I-66. Se enfada el señor Suevos porque algún guasón califica de "integristas" o "ultras" a quienes no desertan del servicio a las posiciones y principios esenciales que movilizaron los acontecimientos de julio de 1936 (...) y no acepta —muy enfadado— «el que esos calificativos se coloquen encima de quienes defienden con tesón, y si se quiere con terquedad (el subrayado en nuestro) ideales patrióticos y tradicionalistas».

Reconozcamos la integridad de ese integrista del que sale defensor el señor Suevos. Pero al mismo tiempo queremos decirle que no lo tome tan a pecho, que no se enfade y que, después de todo, ¿de verdad que se enfada cuando le dicen a usted y a sus amigos, "integristas", porque defienden con tesón ideales patrióticos y tradicionalistas?»

Nosotros le aconsejamos, señor Suevos, que no se enfade. Si usted se enfada porque le llamen ultra, casi todo el Sistema (como ahora llaman al régimen caudillesco) se vendría abajo. Hay ultra políticos, que quiere decir que no hay más allá de su política; hay ultra moralistas, como aquel cura falangista que los domingos por la noche daba lecciones de moral cristiana; hay... mire usted, señor Suevos; pongamos por ejemplo que al señor Nicolás Franco le dicen que es ultra millonario. ¿Se va también a enfadar, como usted? No, hombre, no.

Ya sabemos que hay gentes "izquierdistas" que «no reconocen el heroísmo de los que aspiran a conservar y renovar a puro golpe lo que nació en 1936». Y los llamados "integristas", "tradicionalistas", "ultras" y muchas cosas más que no queremos pronunciar para no ensuciar el idioma. ¿Qué quiere, señor Suevos? Todo eso lo dicen sin libertad de palabra. Conformes, conformes señor Suevos, porque si hubiese libertad de palabra... ¡qué palabrotas oiría! Eso sin mentar a sus padres.

J. de RAVALET

Noticcionario económico-social

MANERAS DE ESTABILIZAR

Ateniéndonos a las estadísticas oficiales, más exactamente, a las que divulga el Instituto Nacional de Estadística, tenemos que el índice del coste de la vida creció de enero a octubre de 1965 en un 6,7 por 100.

Es un crecimiento que contribuye a la estabilidad de la peseta

y de los salarios como un ciclon contribuye a la estabilidad de las viviendas, de los árboles y de los postes telefónicos.

Por si eso fuera poco —ya que los precios son unos duendes ingobernables en la España franquista— el Gobierno decretó en diciembre pasado un aumento del precio del consumo del fluido eléctrico de uso industrial. Dicho

aumento equivale al 10 por 100 para la industria en general y un 2 por 100 para las industrias de fuerte consumo de energía eléctrica, tales como las electroquímicas.

Aparentemente, el Gobierno intenta dar la sensación de que no aumentando el precio del consumo de electricidad doméstica no repercutirá sobre el poder de compra de los salarios.

Sabe que no, pero si no lo supiera padece un grave error. El aumento del precio de la electricidad para usos industriales no tardará en ser repercutido en el precio de los productos y esa repercusión caerá sobre toda la población española.

Se da la coincidencia de que la industria de energía eléctrica es una de las más prósperas y rentables de España. Es donde menos se justifican tales aumentos; pero el Gobierno —fuertemente influido por el clan de las empresas eléctricas— les ofrece así la seguridad de que podrán seguir financiando la expansión de esta industria sobre las espaldas del pueblo español, principalmen-

te, sobre las espaldas de los trabajadores.

He ahí la estabilidad franquista: aumentar los beneficios de los ricos y acrecer las cargas de los pobres. Es la justicia cristiana de la Cruzada.

S. I. S.

MAS OBREROS ANTE EL TRIBUNAL DE ORDEN PUBLICO

Ante el Tribunal de Orden Público de Madrid han comparecido el 29 de enero cuatro militantes de la J.O.C. de Barcelona acusados de asociación ilegal y de propaganda ilícita. Se trata de José Pujol, ex presidente de Acción Católica de Barcelona; José Elhombre, Ignacio Carvajal y Antonio Martínez. Se les supone también miembros de la llamada A.S.O. Los acusados habían estado siete meses en prisión, encontrándose actualmente en libertad provisional. El fiscal ha solicitado penas de prisión que van de tres a seis años y cien mil pesetas de multa. Los defensores pidieron la absolución. La sentencia en firme no se conoce todavía.

L'avenir est à gauche

(Suite de la première page.)

ponsables, parce qu'ils sont indispensables. Dès à présent, au-delà des clichés doctrinaires et des idées mortes, il y a place pour un grand mouvement de gauche dans nos pays, aussi exigeant de liberté réelle que de justice, groupant tout ce qui n'est pas la droite conservatrice, et dont

il est normal qu'un socialisme renouvé soit l'inspirateur et l'animateur.

Il n'est pas une forme d'innovation et de rajeunissement qui ne doive être acceptée et voulue. Mais gardons-nous de nous laisser déporter vers une droite qui n'est que pause sociale, immobilisme et sclérose. Le progrès et l'avenir sont à gauche.

ACTIVA ESPAÑA

¿Hasta cuándo va a durar la angustia de la población almeriense?

Casi un mes de angustia, de ansiedad, de tremenda agitación, de incontables molestias, lleva la población de los lugares afectados por el accidente aéreo-nuclear de la provincia de Almería. Por lo menos todavía no se ha recuperado un artefacto nuclear caído en el mar, si bien las anecdóticas y tendenciosas noticias de la prensa franquista dan por liquidado el asunto cada día. En aguas de Garrucha, Palomares y Villarricos se cuentan no menos de dieciocho navíos norteamericanos, sin mentar las pequeñas embarcaciones de todo género. En las costas se ha reforzado la vigilancia, prohibiéndose a los periodistas hacer fotografías.

Las tropas yanquis han instalado en esas playas su vivaque, dando la impresión de que permanecerán durante mucho tiempo. Además de por la importancia de la operación de rescate en sí, se está aprovechando tan dramática situación para llevar a efecto una gigantesca maniobra de las fuerzas norteamericanas, con gran movilización de hombres y material, que les sirva también de entrenamiento. Recuérdese la maniobra aeronaval que llevan a cabo las fuerzas yanquis en las playas de Huelva, llamada "Punta de Acero", no hace mucho tiempo. En esta ocasión la movilización no se basa en supuestos objetivos tácticos, sino en realidades, y el Alto mando norteamericano ha encontrado para sus experimentos a un pueblo que de verdad está corriendo un gran peligro. Y también ha hallado de verdad a un Gobierno "Quisling" que se le ha sometido servilmente, en una situación de emergencia, para acallar a su propio pueblo ante una ocupación extranjera. Nunca el Pentágono pudo pensar encontrar tantas facilidades y por tan poco costo.

Los técnicos norteamericanos han valorado en cincuenta millones de pesetas los daños causados en las cosechas y productos del campo en los lugares afectados por el accidente. A los campesinos perjudicados se les indemnizará, pero éstos temen que buena parte del dinero se pierda entre las manos de los intermediarios oficiales. Los perjudicados reclaman también indemnización para posteriores cosechas, pues según los técnicos los daños no quedarán reparados en bastante tiempo.

Los perjuicios causados a los pescadores son también enormes. La gente se niega a consumir pescado fresco y se han prohibido por los norteamericanos las faenas de pesca en una amplia extensión. Las gambas, que venían pagándose en Almería como precio mínimo a 200 pesetas kilo, se ofrecen a 70 pesetas las de mejor calidad, pese a su escasez, y no se venden. Se está remediando la situación con pescado

congelado que la población no consumía antes. Periodistas extranjeros que se encierran en la zona informan que según testigos españoles que presenciaron el accidente, tres artefactos nucleares fueron recuperados. El primero cayó ante un viejo castillo, a veinte metros del mar; el segundo al lado del cementerio de un pueblecito, enterrándose profundamente; el tercero cerca de un transformador, en las proximidades de Palomares.

"Le Monde" del 11 de febrero, en la crónica que le envía su corresponsal en Madrid, dice lo que sigue: «Un diplomático español, don Rafael Lorente, que fue vicecónsul en París, constituye en este asunto un testimonio excepcional. Se encontraba en Palomares en el momento de producirse el accidente y después no ha dejado de frecuentar la zona afectada. El señor Lorente nos ha dicho: "Mi amigo el arquitecto Roberto Puig, que se encontraba en esos lugares en el momento del accidente, ha sido sometido, como yo mismo, a un examen médico, y él ha sido declarado como alcanzado por radioactividad. Sufre particularmente de quemaduras en una rodilla. El tratamiento a que ha sido sometido durará cinco días." (El señor Puig es un joven arquitecto madrileño muy conocido, que ha ganado varios concursos internacionales.)

«La población de Almería está angustiada —continúa diciendo el señor Lorente—. Esta región es una de las más pobres de España y su desarrollo, sobre todo turístico, ha comenzado hace solamente algunos años. Este accidente puede sumir de nuevo toda una zona en la miseria, de la que no había hecho más que comenzar a salir.»

El señor Lorente propone que «expertos internacionales neutros se pronuncien sobre la contaminación o no de la tierra y de las aguas de esta región. Si realmente no hay contaminación, esos expertos lo deberán hacer saber bien claramente a todas las naciones que tienen puestos los ojos hoy sobre nosotros. En el caso de que existiera realmente un peligro de contaminación, habría que exigir el abandono de la zona contaminada sea cual fuere su extensión. Los Estados Unidos no se deberían limitar a pagar solamente algunos millares de pesetas a un número reducido de campesinos y de pescadores como lo han hecho hasta ahora; deberían indemnizar, de acuerdo con la opinión emitida por los expertos internacionales, a toda la población a la que este accidente ha causado perjuicio».

"Le Monde" del día siguiente, 12 de febrero, comunica que su corresponsal particular ha podido ver al arquitecto don Roberto Puig, quien le ha precisado: «Todos los días debo presentar-

me al Comité de energía nuclear para ser examinado y estos exámenes durarán más de tres meses. Las ropas que yo llevaba el día del accidente han sido quemadas por las autoridades sanitarias, lo que me lleva a creer que habían detectado una cierta dosis de radioactividad que podría ser considerada como peligrosa.»

El mismo periódico sigue diciendo que se sabe que un técnico del Comité de Energía Nuclear que había tomado parte en la búsqueda de los restos del avión se haya sometido a las mismas medidas de observación. Parece que una de las bombas cayó sobre una roca y que el choque rompió la cobertura de protección, habiéndose dispersado elementos radioactivos por la parte del suelo donde actualmente se procede a retirar una capa de tierra para ser enterrada en la playa.

A la extraordinaria gravedad de este accidente se ha referido el delegado soviético en la Conferencia del Desarme de Ginebra, Tsarapkin, quien ha dicho que tan solo por un feliz azar se ha evitado una catástrofe.

En todo esto, resulta extremadamente indignante la actitud del Gobierno de Franco, no ya por su servilismo al Pentágono, sino también porque está engañando a los españoles ocultándoles las muy graves consecuencias del accidente. Los españoles que no tengan otros medios de información que los de la prensa franquista, sacarán la conclusión de que ese accidente ha sido algo así como una bendición del cielo por la contribución de España a la defensa del "mundo libre", que se está traduciendo en los beneficios materiales que aportan con su generosidad y simpatía la presencia de tantos norteamericanos en aquella región. ¡Hay que ver la suerte que han tenido los almerienses con haberles caído esas bombas nucleares! Esa es la lección que se saca leyendo la prensa del régimen.

MANIFESTACION DE PROTESTA DE LOS ESPAÑOLES DE TORONTO

Organizada por la Asociación Democrática Española Canadiense, se ha celebrado en Toronto (Canadá) una manifestación de la colonia española ante el Consulado General de los Estados Unidos para protestar por los vuelos sobre territorio español de aviones yanquis con bombas nucleares, por cuya causa se ha producido el grave accidente de Almería. Esta protesta se produjo el 29 de enero, constituyendo un éxito de asistencia. En unas hojas que se distribuyeron por los organizadores entre los manifestantes se pedía también la retirada de las tropas yanquis de España.

¿Qué pasa en las minas de carbón?

¿Siete mil millones de pesetas a fondo perdido para los empresarios?

Pedimos información a quien tenga que dárla

Nos damos cuenta que es este terreno resbaladizo. Nadie quiere dar información. Algún amigo de toda confianza nos ha comunicado hace tiempo que el Ministerio de Trabajo pensaba en la socialización de las minas de carbón como única salida a su crisis. Más tarde nos hemos enterado que ha habido criterios que se le han impuesto y se decidió la acción concertada.

Parece ser que mediante esta operación unos siete mil millones de pesetas —números redondos— pasarán a engrosar las arcas empresariales prácticamente a fondo perdido.

Hemos hablado con un técnico. Nos aseguraba que la única salida justa es la socialización, ya que mediante la que se ha dado, antes de diez años el Estado se encontrará con el mismo problema planteado y entonces es posible que la solución que se dé sea la socialización por la sencilla razón de que ninguna otra será posible.

Nosotros, por nuestra cuenta, planteamos dos graves interrogantes:

1.º ¿Por qué no se va a la socialización si ya es necesaria una aportación tan fuerte de la hacienda pública? Si el dinero de la nación debe ser la nación quien lo gobierne, y estimamos que ésta lo podía hacer muy bien a través de la socialización realizada por los propios trabajadores. Nos parece enormemente más justo.

2.º ¿Por qué no se informa amplia y detalladamente de esto? Por nuestra parte hemos procurado una correcta información; pero reconocemos que es hora de no tener que estar así; quien no duda en facilitar largas páginas de intrascendencias tiene el deber de informar a la opinión pública de problemas tan graves como este. La prensa no puede cumplir su misión de otra manera. Por ello estimamos que alguien está faltando gravemente a su deber y que la opinión debe ser informada sin conjeturas basadas en datos sacados de debajo de la mesa.

(Del "Boletín" de la H.O.A.C.)

ne a cada persona por mucho tiempo antes de autorizarle a pasar.

También se prepara en esa escalada el levantamiento de la carretera de acceso a Gibraltar, que es de las mejores de España y que la construyó la República. El pretexto sería el de su reparación, y esta "reparación" no terminaría nunca.

Todas estas medidas, además de a los habitantes del Campo de Gibraltar, perjudica a los turistas de la Costa del Sol —muchos de los cuales son ingleses—, quienes además están alarmados por los peligros de la radioactividad de las bombas H yanquis perdidas en las costas de Almería.

¿Qué pasa con el canal del Esla, en León?

Los campesinos leoneses hace tiempo que vienen protestando contra la empresa particular que explota el canal del Esla. Este canal, que corre a lo largo del río del mismo nombre, pasa por los términos municipales de Villacé, Villamán, San Millán de los Caballeros, Villademor de la Vega, Toral de los Guzmanes, Algañafe, Villaquejada y Cimanes de la Vega, en la provincia de León, más algunos otros Ayuntamientos en la provincia de Zamora.

Los campesinos de estas comarcas quisieran que el canal fuese declarado de utilidad pública, y solicitan la consiguiente expropiación. Las razones que exponen para esta medida son las siguientes:

— El descuido en la conservación del canal ocasiona inundaciones en las fincas ribereñas.

— El hecho de que no se rieguen más que quinientas hectáreas,

cuando la concesión está hecha para más de nueve mil.

— El pago de los riegos ha de hacerse por adelantado.

— La espectacular subida que han sufrido las tarifas. En 1923, se pagaban 15 pesetas por riego y por hectárea. En 1963 se pagan 275 pesetas.

— Los puentes y acequias de derivación están desatendidos.

— No se llevan a efecto todos los riegos concertados.

— La construcción del pantano de Porma favorecerá la actual situación y aumentará el malestar de los agricultores.

La empresa que explota el canal, lo viene haciendo desde hace más de cien años, sin haber aportado a él ninguna mejora. Muy bien a la hora de cobrar, pero luego...

Ninguna de las reclamaciones de los cultivadores ha sido atendida. ¿Es que se podía esperar otra cosa de los aprovechados de la Cruzada?

Subida de precios de los artículos de algodón y de lana

La industria textil catalana va de mal en peor. La persistente atonía de estos últimos años se va a agravar en el presente. Las ventas cada día son más difíciles y pese a ello se van a subir los precios. Un déficit en la cosecha de algodón nacional de cierta calidad, hace que se tenga que importar algodón por unas 135.000 balas, cargado con un derecho de importación de 9,20 pesetas por kilo, más el 4 por 100 de impuesto compensador. Sin embargo, el Servicio Comercial de la Industria Textil Algodonera estima que el derecho de importación está recargado sin justificación en 4 pesetas por kilo. Por ello, el algodón se cotiza en el mercado interior a mayor precio que en el mercado internacional. Y, como siempre, se tiende por la solución que menos perjudique a los aprovechados de la Cruzada, se va a optar por subir el precio y que pague el consumidor.

Con la lana también se especula y por los grupos interesados se ha pedido un aumento del

arancel de importación. Ya es chocante que sean precisamente los que se abastecen de ese producto los que pidan aumento del arancel. Consiguientemente, se subirá el precio de los textiles de lana, que es lo que se busca... y que pague también el consumidor.

¿Cuántos intereses por medio y qué bien los defienden los aprovechados! ¿Donosa manera de proteger la industria textil!

Nuevas medidas en perjuicio de los obreros del Campo de Gibraltar

Los trabajadores del Campo de Gibraltar siguen siendo las víctimas de las balandronadas del régimen con los ingleses y del chantaje que se trae entre manos sobre Gibraltar. Porque en el fondo, la forma en que se lleva este asunto no es más que un chantaje del Gobierno, no para que los ingleses devuelvan el Peñón, que saben que por ahora no lo van a hacer, sino para tratar de obtener ventajas económicas y políticas del Gobierno británico. El eterno chalanee a que tan dado son los franquistas. Pero ese juego burdo, como decimos, está llevando a la ruina a muchos miles de españoles de esta comarca.

Aquí nadie espera nada del llamado Plan del Campo de Gibraltar, que tiene la pretensión de resolver la situación económi-

ca y social de la zona. Es decir, como en todos los planes franquistas, los únicos que sacarán tajada serán los aprovechados de la Cruzada con sus negocios sucios. A los trabajadores, que diariamente trabajan en Gibraltar, cada día se les hace la vida más imposible.

La más reciente medida contra éstos es la prohibición de traer nada, en absoluto, al regreso del trabajo. Ni siquiera se les permiten los sobrantes de la comida. En la Línea de la Concepción se ha duplicado el número de policías, tanto de uniforme como de paisano, pues están temerosos de una violenta reacción de estos trabajadores que sólo pueden mal comer. Con el más mínimo pretexto les retiran el permiso para trabajar en la plaza inglesa, lo que supone el ham-

bre para ellos y sus familias, pues en estos pueblos no cabe ni pensar en obtener un empleo. Las autoridades les dan como solución el consejo de que se vayan a Cataluña, a Vizcaya o al extranjero. Y los obreros han de emigrar dejando familia, casa, amistades y tantas cosas queridas para marcharse a la ventura. Y el Peñón no sólo no vuelve a España, sino que estos españoles han de perder hasta su visión para siempre.

En la escalada del chantaje franquista la próxima medida será el cierre de la frontera, que se abrirá solamente dos horas por la mañana para la salida de los obreros y otras dos horas por la noche para la entrada. Con ello se pararía prácticamente el tránsito, pues las colas serían interminables, debido a que se inter-

Comité de Redacción de LE SOCIALISTE:

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORE
Eugène MONTEL
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur:
Roger SOUTHON

La inconstancia de la Iglesia Católica Renovarse o morir

ES FRECUENTE oír y leer que la Iglesia Católica sigue una línea constante en su devenir histórico.

¿Dónde y en qué se halla y consiste esa constante? Desde luego, no es en la continuación de sus comunidades primitivas, en las que se practicaba el comunismo (no el bolchevique), el socialismo (no el marxista) o el colectivismo. No es en la sistemática destrucción de manuscritos griegos y romanos o en la adulteración de los mismos para destruir el paganismo o acomodar la Historia a los intereses de la Iglesia. Tampoco reside su constante en la inclemente persecución de las herejías, de los cismas o de simples errores teológicos. Menos todavía en las prácticas horrosas, inhumanas, de la inquisición y en la persecución y condena del progreso científico cuando ese progreso estaba en contradicción con la teología. No hay que ir muy atrás en la Historia para encontrar textos donde se lee que la propiedad es algo así como un don de la divinidad y que los reyes son de origen o de selección divina. La esclavitud halló en los primeros cristianos tolerancia y hasta el consejo de que el esclavo debe obedecer e incluso amar al esclavista.

El Papa Pio X prohibió el tango por considerarlo lúbrico, inmoral. El socialismo, el sindicalismo, la democracia fueron tres bestias negras para la Iglesia Católica.

La ciencia, la experimentación y el progreso no se desarrolló precisamente en los vastos salones del Vaticano, siquiera haya habido papas liberales, amantes del arte y protectores de la ciencia, especialmente en el Renacimiento.

La Iglesia no se mantuvo en sus errores, no fue constante en ellos, evolucionó. Condenó más tarde la esclavitud, no hizo sistemática oposición a la ciencia, dulcificó su actitud ante el socialismo, el sindicalismo y la democracia hasta aparecer ahora como casi socialista, protectora del sindicalismo cristiano y hasta proclamar y defender, oficialmente, no pocos principios de la democracia.

La Iglesia Católica ha sido y es tan inconstante que si en el pasado siglo condenó y prohibió el tango hasta donde alcanzaba su poder, ahora nos hallamos en presencia de «cuatro monjes franciscanos, de la Tercera Orden Regular» que forman un «conjunto de frailes yé-yé» «que actúan con las licencias debidas». Los cuatro «yé-yé» franciscanos han declarado que su lema es «enseñar el Evangelio de una manera amena y de acuerdo con los tiempos actuales».

Hasta ahí ha llegado la línea constante de la Iglesia Católica. Nos cuesta trabajo creer que cuatro frailes dejen crecer la melena, toquen guitarras eléctricas, griten como histéricos y se estremezcan como epilépticos. Se trata seguramente de una versión dulcificada, cristianizada o catolizada de los «yé-yé» y de sus ritmos —si no siempre malos— casi siempre estridentes y muy buenos para sordomudos o para despertar a los muertos.

No sucederá con estos cuatro candorosos y musicales franciscanos lo que suele suceder en París y Londres con los «yé-yé» franceses y británicos. Los jóvenes admiradores, no satisfechos con retorcerse al compás de la nueva música, rompen los asientos de los teatros, se pisan, se pelean y se vuelven frenéticos e incontinentes.

No nos parece mal que la Iglesia evolucione. Todo cambia, todo se transforma, nada muere, sino que se descompone y da origen a otras cosas y a otros seres. La Iglesia, aunque tardamente, también se transforma. Renovarse o perecer, he ahí la disyuntiva y la Iglesia ha optado por la renovación; pero con retraso y todavía se ha quedado corta.

América

Respuesta a la dictadura boliviana

El siguiente texto fue distribuido en la prensa venezolana como carta abierta al Gobierno dictatorial de Bolivia, refutando infundados cargos contra personalidades del MNR y formulando una cruda requisitoria a la Junta Militar.

LA INFORMACION registrada en la prensa venezolana el día 5 de los corrientes, que se refiere a la situación política de Bolivia, señala que el Gobierno militar iniciará trámites de extradición contra ex funcionarios del Gobierno del Movimiento Nacionalista Revolucionario, entre los que se menciona mi nombre, como ex presidente de la Corporación Minera de Bolivia. Como se trata de una escueta referencia cablegráfica, me corresponde, por respeto a la opinión pública venezolana señalar los siguientes hechos esenciales que esclarecerán el sombrío y dramático panorama político y social de mi patria:

1.º El golpe de Estado militar del 4 de noviembre de 1964, inició su tarea de usurpación del poder político y de suplantación de las instituciones democráticas de la nación destituyendo en masa a los magistrados del poder judicial, desde la Corte Suprema de Justicia, las Cortes de Distrito y los juzgados inferiores civiles y criminales. Esta sustitución y despojo se realizó mediante la expedición de decretos anticonstitucionales y que significan un verdadero atentado contra las instituciones públicas. El nuevo "poder judicial" fue amañado, al gusto y sabor de la Junta Militar con objeto de tener en sus manos un instrumento de coacción ciudadana de características realmente inconcebibles. A

partir de esa fecha, Bolivia está sometida a la jurisdicción y competencia ilegal e ilegítima de "tribunales o comisiones especiales", que son las encargadas de dar visto legal a la saña persecutoria contra los adversarios políticos de la Junta Militar, con el propósito alevé de calumniarlos e infamarlos con las más desaprensivas acusaciones, sin prueba alguna de ninguna naturaleza. Esta acción sólo está encaminada a desprestigiar políticamente a los dirigentes del MNR.

2.º Los hechos políticos del pasado mes de mayo en Bolivia, constituyen la demostración más flagrante del ánimo genocida y antipopular del Gobierno.

Las características de la feroz represión obrera en los barrios populares de Villa Victoria y Munaypata, de la ciudad de La Paz, las matanzas en las minas han traído como resultado la muerte y desaparición de dirigentes obreros, mujeres y niños, que fueron sometidos al ataque indiscriminado de la aviación y de las tropas regulares, donde el uso de los morteros, las ametralladoras y los cohetes de armas modernas, recientemente obtenidos por las tropas de ocupación, han tipificado claramente la naturaleza brutal e inhumana de los actuales gobernantes de Bolivia. El hecho de pretender rehabilitar una empresa minera del Estado a través del brutal expediente de la matanza y el asesinato constituye la demostración más palpable de los designios antinacionales que inspiran la conducta de los que han sometido a mi país a una verdadera ocupación militar, con todas las características que este tipo de acción tuvo durante los días aciagos de la segunda guerra mundial en los países conquistados por las tropas nazis. Todo esto invocando la conocida muletilla de luchas contra una subversión comunista y del MNR.

3.º El grotesco experimento del establecimiento en Bolivia de una "Junta Militar bicéfala", evidencia la aparición de graves contradicciones y disensiones internas dentro de las Fuerzas Armadas. Los cuadros de oficiales jóvenes que fueron hombres formados en los principios de la Revolución Nacional vanguardizada por el MNR durante más de doce años, se han rebelado ante la realidad dramática de que el Ejército nuevamente está siendo utilizado a la vieja usanza oligárquica como guardia pretoriana de los intereses plutocráticos de las grandes compañías mineras, que son las que nuevamente están motorizando en Bolivia una abierta campaña contra la nacionalización de las minas y en favor de la "patriótica" necesidad de que las minas vuelvan nuevamente a las manos de los Patiño, Hochschild y Aramayo, que durante más de cincuenta años sumieron a Bolivia a una inculcable explotación.

4.º La represión de obreros y de patriotas bolivianos acaecida durante la trágica semana del 22 al 27 de mayo de 1965, en La Paz, Oruro, Potosí, constituyen la consumación premeditada de un bárbaro asesinato colectivo. Este horror inhumano fue disminuido, en cuanto a su trascendencia y significación por los similares acontecimientos de la República Dominicana. Si en Santo Domingo los esbirros de Wessin y de Imbert, precisaron de las tropas norteamericanas para ahogar en sangre la rebelión popular, nacionalista y patriótica de los combatientes dominicanos, en Bolivia, país aislado de las rutas marítimas y enclavado en el corazón de los Andes, la ofensiva antipopular del general Barrientos, solamente requirió de una buena dotación de armamento que diligentemente le fue proporcionado por el

Pentágono, para cumplir sus tareas represivas y de ocupación. Como ciudadano boliviano y ante todo como latinoamericano denuncio de genocida la represión militar de mayo en Bolivia; denuncio a la conciencia de América las terribles torturas y vejámenes contra la dignidad y los derechos humanos que los usurpadores están prodigando en contra de las masas bolivianas. Estos atentados deberían ser objeto de una investigación realizada bajo la invocación de la Carta Universal de los Derechos Humanos por una comisión de juristas designada por las Naciones Unidas.

5.º Por último, quiero expresar que las gestiones de extradición que se hagan por el Gobierno usurpador de Bolivia en contra del jefe de la Revolución boliviana, doctor Paz Estenssoro y de cualquiera de sus colaboradores, siempre adolecerán de vicios y aberraciones jurídicas por el hecho de que actualmente Bolivia está sometida a la omnimoda ley del garrote y de las "comisiones y tribunales especiales" de corte típicamente stalinista que no tienen ninguna autoridad para juzgar los actos de ex dignatarios del Estado. La falta de un ordenamiento jurídico, la conculcación de las libertades democráticas, y de los derechos humanos, la violencia desatada como norma de conducta política y ante toda la infame abrogación de la Constitución Nacional de 1961, colocan al Gobierno militar en la categoría de una tiranía de corte neofascista donde la "ocupación militar" está llegando a extremos jamás conocidos en nuestra agitada vida política. El ampliar la jurisdicción militar a toda acción cívica o política legítima, el crear un régimen de militarización total de los ciudadanos bolivianos, el movilizar y militarizar las fuerzas cívicas, azuzar la lucha fratricida de campesinos contra mineros, el desconocer las organizaciones sindicales legales y el destituir a sus dirigentes, para ser sustituidos por grupos de activistas de conocida trayectoria de brutalidad y violencia fascista, constituyen suficientes motivos para escarnecer la conciencia democrática de América. Al comunismo no se le combate con la represión fascista. El comunismo en Bolivia fue y es el mayor adversario del MNR precisamente por el hecho de que el MNR hizo una revolución nacionalista popular, democrática, antimperialista y antifascista que alteró en forma revolucionaria las estructuras semi-feudales del país. El pretender señalar que las acciones populares de defensa de las libertades democráticas constituye una forma de subversión comunista, es pueril e irresponsable. El pueblo boliviano, con clara intuición ha visto durante estos aciagos días de sangre y de dolor, la naturaleza contrarrevolucionaria y de sometimiento a los monopolios imperialistas que caracterizan la "ideología" del gobierno espurio de Bolivia.

Quiero resaltar que la brutal represión y el genocidio, han sido los elementos que han unificado a la militancia del MNR. Si antes hubo divergencias entre los dirigentes revolucionarios, esas divergencias han sido soldadas por la sangre y el heroísmo de los mártires de la libertad, caídos en las luchas de mayo de 1965.

Al agradecerle sinceramente la publicación de la presente nota aclaratoria en el prestigioso diario de su digna dirección, saludo a usted con la expresión más alta de mi distinguida consideración personal.

Dr. Guillermo Pedregal Gutiérrez,

ex Presidente de la Corporación Minera de Bolivia—
Profesor de la Universidad Central de Venezuela.

DE TODO UN POCO

TOMAMOS de un diario madrileño especializado en economía, día 30 de diciembre pasado: «Cincuenta millones de pesetas en bonos del Banco Urquijo Español desea adquirir el Banco sueco Svenska Haldelsbanken.» «El déficit comercial se incrementa en un 59 por 100 con respecto a los mismos meses de 1964.» «Importadas más 110.000 toneladas de patatas.» «Hasta de Polonia ha importado patatas Franco!» «Tres Compañías españolas de material eléctrico, adquiridas por la G.T.E., de Nueva York.» «Y el régimen se impuso con la divisa de la autarquía!»

DEL MISMO periódico, pero relacionado con la grave situación por que atraviesa el campo español: «La situación actual del campo, mirada de un modo objetivo, se hace insostenible. Desgraciadamente, esto es una verdad tanto más desagradable cuanto que, sin temor a caer en tópicos, podemos asegurar que empeora por días... ¿Quién nos explicaría satisfactoriamente por qué en España el año pasado se consumían conservas italianas de verduras? ¿Es así como se ayuda a la agricultura patria?... ¿Si levantasen la cabeza aquellos árabes precursores de los riegos levantinos y andaluces, aparte de darse un coscorrón con la caja, verían sus vergeles convertidos en eriales, en páramos, en desiertos... si no se daban prisa, se entiende!... Y si en este orden de cosas la región hasta hace poco más rica de España hace agua, ¿qué será de las otras? Efectivamente, si la situación se presenta así en Levante y en parte de Andalucía, ¿cómo vivirán los trabajadores y la clase media del resto de los pueblos de España? Por eso emigran a millares.»

«LOS DOMINGOS de Wagan» es el título de un interesante trabajo periodístico aparecido en el órgano de las J.O.C., de Madrid. Wagan es la avenida donde hay en París infinidad de establecimientos, cines y salas de baile. Y unas aceras amplias por las cuales, los días de fiesta, discurren a centenares españoles de ambos sexos. Oigamos cómo se expresa el redactor de "Juventud Obrera": «No hay apenas intentos de asimilación como no sean tímidos acercamientos por parte de los partidos políticos de izquierda y de los sindicatos. Acercamiento que tropieza con el recelo y el miedo. De todas maneras, el trabajador que reside varios años en el extranjero, superado el inmovilismo inicial, va asimilando el pluralismo político, y exige su participación, cuando no la inicia, en los conflictos colectivos. La costra de la desconfianza hacia los organismos políticos y sindicales va rompiéndose, lo que facilita una tímida integración en la sociedad circundante. Culturalmente, sin embargo, esta marginación continúa, entre otros motivos, porque nadie hace absolutamente nada para romperla y porque la lengua suele ser una barrera infranqueable.» Pedro Akares, que firma ese reportaje, ha puesto el dedo en la llaga. Y no estaría

de más que nuestras Juventudes Socialistas procurasen influir, hasta donde fuera posible, por que los españoles que pasean los domingos por Wagan y por tantos otros sitios tuvieran ocasión de conocer los verdaderos problemas de España.

EN LA SALA de Cervantes de la Biblioteca Nacional, existen ochocientos dos ediciones del "Quijote", en veintinueve idiomas, y trescientas cuarenta y siete ediciones de las otras obras de Cervantes. ¡Jóvenes amigos! Cultivad vuestro idioma, no olvidéis el tesoro inagotable de libros como el "Quijote". Le encontraréis en todas las Bibliotecas del mundo.

RESPUESTA de una chica madrileña de las que van al baile, comentando la actitud de los jóvenes con quienes alternan: «Si nosotras, a veces, no somos sinceras, es porque ellos nos fuerzan a ser así. Nos gustaría poner en claro que muchos chicos que salen con nosotras están más pendientes de ellos, se miran con demasiada frecuencia en los escaparates, van con frecuencia al lavabo para arreglarse, etc., y nos parece que debería ser al revés... Que fueran más varoniles con respecto a modas y formas. Las groserías deberían dejarlas en casa.» Muy bien dicho, chavala. Esos pollos peras son un signo de degeneración que ha fomentado el franquismo.

Francisco de HENARES

ACTIVA el mundo

Luna, luna, luna, luna Un gallo canta en la luna

LA actualidad está hoy en la Luna. Y estamos dispuestos a cogerla por los cuernos. Un simple catálogo de los aspectos del problema que plantea la exploración lunar acabaría con los renglones que puede otorgarme nuestro querido semanario. Mi tiempo, de otra parte, no me consentiría mucho más. Sin olvidar en ningún momento su importancia, deo a un lado los aspectos científicos de la cuestión. Trataré sobre todo de contestar a las preguntas que pienso puede hacerme un trabajador español desconocido, mi amigo.

En un mundo en el que se mueren de hambre millones de hombres, de la India a los Andes, tal vez sería mejor y más razonable no dar esa prioridad a la carrera espacial en la que se funden alegremente rublos y dólares por miles de millones. Pero, de una parte, no estamos encargados de administrarlos y de otra, este plan. La ciencia tiene necesidad de una vanguardia, un tanto elemental.

La ciencia tiene necesidad de una vanguardia, de un sector de punta en el que hincar sus dientes, cabeza de esa perforadora gigante que transforma las rocas y la ignorancia en vías de comunicación. El socialismo no puede cortarse nunca de la ciencia más avanzada, en la que nos sentimos representados. La estructura más íntima de la materia tiene una analogía extraña y misteriosa con la inmensidad estelar, lo infinitamente pequeño con lo indefinidamente grande. La física que apunta hacia el siglo XXI con la astronomía más reciente. No podemos ni debemos negarnos ninguna posibilidad de conocimiento y de investigación. Pero, al mismo tiempo y de la manera más decidida, decimos NO a todas las prerrogativas guerreras y locuras de armamentos. Es de nuestro tiempo el no creer que los problemas de nuestra civilización pueden resolverse por el simple regreso a una especie de paraíso terrestre del tipo d los sueños bucólicos de Rousseau.

Después del "Luna-9" soviético, y en espera de la próxima tentativa de rusos o americanos, los problemas que se nos plantean son, en buena parte, políticos. En nuestras sociedades de publicidad y consumo, en las naciones industrializadas, por no dar más que un ejemplo, se han fabricado con desorden y desconcierto mucho más de prisa automóviles que calles, aparcamientos o autopistas. Con todo, el drama no va mucho más allá del centenar de muertos que agrupa cada semana una pequeña noticia en una página olvidada de nuestros diarios, del reconocimiento un poco desesperanzado de que en una ciudad moderna no es ya posible hacer circular por las mismas vías y al mismo nivel los hombres a pie y los transportes motorizados.

La Luna puede ser algo más grave. La Luna es nuestro satélite, un bien común de todos los hombres. Hace siglos lo sintieron ya magos y pastores, enamorados y poetas. La Luna debía ser dominio internacional, como el espacio que rodea la Tierra, como los mares más allá de la discutida banda costera o la llamada meseta continental. Una cooperación internacional se impone en el espacio, para la exploración del cosmos. En principio, todo el mundo está de acuerdo. Como en el deseo de llegar a una paz

en el Vietnam o a una solución en Berlín. Pero esta concordancia teórica no hace avanzar de un milímetro la solución de los problemas.

Por la ausencia de atmósfera en nuestro satélite, la Luna puede ser un maravilloso observatorio astronómico y hasta meteorológico. Pero, por desgracia, puede ser también una base militar privilegiada que mantenga la Tierra entera bajo su amenaza. Es mucho más de temer, seguro, que los primeros hombres que salgan de la Tierra a la Luna llevarán en las calas de sus navíos armas potentes al lado de los instrumentos científicos. Junto a los buenos sabios de Julio Verne irán inquietantes capitanes. La realidad aparece otra vez más fuerte que nuestros deseos.

Con todo, es vital para la humanidad volver, al parecer ingenuamente, a las nociones elementales que fueron motor de nuestra acción y de nuestras esperanzas. Cuando las técnicas tienen vocación estelar no podemos mantener las relaciones entre los Estados en las viejas órbitas de las guerras napoleónicas o hitlerianas, en las naciones de prestigio o de zonas de influencia. Debía aconsejársenos cada mañana con más fuerza nuestro instinto de conservación si la vida agitada y artificial que nos rodea no tendiera a hacérsenos olvidar.

Un Gobierno Mundial corresponde a la edad de los satélites artificiales que permiten la información instantánea, la distribución de la vida como de la muerte a través de todos los meridianos. Habría que organizar la vida en vez de distribuir un día la muerte, entre los círculos de nuestros paralelos.

Queremos vivir despiertos, contribuir a resolver los problemas más concretos, empezando por los viejos y siempre en carne viva del pan y de la libertad. Mientras se pueda llegar a un Gobierno Mundial, debemos repetir, sin dejarnos desarmar por las sonrisas o las carcajadas que las naciones están condenadas, en su espera, a soportarse mutuamente. A soportarse por lo menos mientras llegan etapas más exaltantes de amor y de fraternidad. La alternativa no es otra que la destrucción generalizada, la vuelta al hecho de piedra que profetizó tristemente Einstein.

Otra cuestión grave de consecuencias, que nos trae la gran hazaña técnica de "Luna-9" está resumida en esta observación de Louis Armand que concuerda también con nuestros sueños de antes de los veinte años leyendo el tan olvidado H. G. Wells:

«Una vez más se verifica el adagio que dice, que en técnica nada es irrealizable. Sólo existe la irrealidad. Lo que nos conduce una vez más a LA NECESIDAD DE UN SUPLEMENTO DE CONCIENCIA DE LA COLECTIVIDAD, ya que, incluso si suponemos que podemos llegar a poner fuera de la ley, SUBSISTIRA EL PROBLEMA DE FONDO DE MANTENERNOS DUEÑOS DE LA EVOLUCION TECNICA.»

«That is, the question»: **MANTENER LA CIENCIA Y LA TECNICA AL SERVICIO DE LOS HOMBRES Y DE LOS PUEBLOS.**

A. B.

* Homenaje a García Lorca

EL TITULO de nuestro artículo de arriba lo debemos a nuestro nunca olvidado Federico García Lorca, "Obras Completas", Seis caprichos, Escena del teniente coronel de la Guardia Civil. El gallo que canta en la luna puede ser "Luna-9". Pero queremos copiar aquí la cancioncilla que ilumina la escena burlesca del teniente coronel que dice poco antes: «Me ha saludado el cardenal-arzobispo con sus veinticuatro borlas moradas»:

«Luna, luna, luna, luna,
del tiempo de la aceituna.
Cazorla enseña su torre
y Benamejil la oculta.

Luna, luna, luna, luna.
Un gallo canta en la luna.
Señor alcalde, sus niñas
están mirando a la luna.»

* Las fotografías de la Luna

LOS SOVIETICOS corrientes han visto las fotografías de la Luna dos días después que los occidentales que andan por las calles. La historia es curiosa, se presta a interpretaciones diver-

sas, y no es del todo ejemplar. Los radio-astrónomos británicos de Jodrell-Bank habían captado las señales de "Luna-9", lo que no era extraño ya que, aparte la eficiencia de las instalaciones, los soviéticos habían dado a conocer la frecuencia de onda de las emisoras lunares. Pero la U.R.S.S. se había reservado un plazo majestuoso para conocer, ver, interpretar y seleccionar lo publicable, mientras que del lado británico la información va a toda velocidad, y tanto más cuando era un diario londinense el que había puesto a disposición de Jodrell-Bank una parte del material necesario para la reconstitución de las fotografías.

Las fotos soviéticas son "dos veces y media mejores", y es natural, ya que eran los autores del proyecto espacial. La única lección que retendremos en esta nota es que en las cuestiones espaciales, que afectan a la vez el hombre y el universo, el secreto absoluto parece por fortuna difícil de guardar.

* Los lores y la lana

LOS INGLESES tienen un gusto pronunciado por las tradiciones y rodean de un gran respeto ese resto precario del imperio que

es hoy el Commonwealth. Uno de los símbolos de esta comunidad internacional es el "wool-sack", el saco de lana, sobre el que se sienta el lord canceller, presidente de la Cámara de los Lores.

Este "wool-sack", que andaba con mucha falta de ser dotado de una funda nueva y de ser rellenado, como lo exige la tradición con trozos de lana venidos de todos los países del Commonwealth. Lo que fue hecho.

Hace unos días, un lord se ha inquietado en plena sesión:

—¿Es que el saco contiene lana rodesiana?

Con una prudencia imperturbable y británica, el lord canceller ha contestado que la Rodesia no era un país productor de lana...

* Dos americanos incomunicados

EL 28 NOVIEMBRE último, dos sargentos del Ejército americano fueron liberados por las guerrillas del Sur Vietnam «a título de agradecimiento por las manifestaciones pacifistas que se habían desarrollado en los Estados Unidos». Esos dos hombres, George E. Smith y Claude D. Mc

Lure, han sido puestos en las manos de las autoridades competentes del Ejército de su país. Desde entonces no se ha tenido noticias de estos dos militares.

Al parecer se les acusa de "inteligencia con el enemigo", ya que según los médicos del Ejército U.S.A., han comunicado a los combatientes del Vietnam informaciones importantes. Más aparente y más verosímil parece ser el hecho de que habían expresado su intención de, en cuanto volvieran a su país, participar en el movimiento de protesta contra la guerra.

Un portavoz del Ejército americano ha declarado oficialmente que Smith y McLure «no serán autorizados a entrar en contacto con la prensa en un porvenir previsible.»

* El Papa y el desarme

EN UN MENSAJE dirigido por el Papa Pablo VI al señor Thant, secretario general de las Naciones Unidas, podemos leer:

«En el momento en que el Comité de los dieciocho para el Desarme va a reanudar sus actividades en Ginebra, queremos dirigirle un llamamiento apremiante inspirado por nuestro deseo de ver este Comité desembocar en un resultado positivo y concreto, que marque una nueva etapa hacia la realización del desarme, tan unánimemente esperado y deseado.»

El Papa hace observar «la desproporción creciente entre la enormidad de las sumas malgastadas en la fabricación de armas y la inmensa y creciente miseria material de más de la mitad de la humanidad».

No seremos nosotros los que entraremos en contradicción con estos deseos, por desgracia mucho más piadosos que fuentes de una acción precisa.

* Militares y partido en China

EL PARTIDO comunista chino tiene un problema con sus militares. El año último había ya tratado de contrarrestar su orgullo de casta suprimiendo en el Ejército las insignias de los oficiales. En la conferencia de enero último, el partido les pide que ejerzan sus mandos «con una voluntad de educación, tratando a los soldados en camaradas y no en subordinados».

Hsiao Hua ha precisado: «El núcleo de la dirección de una

compañía es la célula del partido.» Y: «Nuestro Ejército es un ejército victorioso. Y toda victoria entraña una tendencia a la presunción y a la suficiencia, una tendencia a buscar comodidades y a cortarse de las masas.»

Hay muy diversas hipótesis. Los oficiales superiores conocen tal vez mejor que Mao la superioridad de los medios que puede emplear el Ejército americano, que ciertos generales del Pentágono arden en emplear para destruir cuanto antes las instalaciones atómicas chinas. Otros consideran que la operación política que tiende a poner el fusil bajo la autoridad del partido trata de preparar una intervención más activa de China en el Vietnam. Gentes muy avisadas creen que Pekín ha dejado que la crisis se haga pública para justificar su prudencia de hecho en el conflicto en curso a pesar de las proclamaciones estruendosas en favor del "sujetivismo" de Mao como motor dominante de todas las guerras del porvenir.

* Diario íntimo

EL 22 DE JULIO de 1910, un joven de Munich escribía en su diario íntimo:

«He tomado un baño. Es el 13 aniversario del casamiento de mis padres tan queridos.» Este amor filial anodino se conjura con preocupaciones de higiene, con un espíritu metódico, con una seriedad precoz. Este joven llegará a los veintiséis años con una virtud intacta que ofreció a Marga Concenzono como regalo de bodas. Su familia dice que siempre se veían sus ojos anegados de lágrimas ante el espectáculo conmovedor de la cuna de un niño...

Este joven, escribiría años más tarde en una circular oficial del Tercer Reich:

«El Reichführer S.S. —ya que hablaba de su propia persona empleando la tercera persona del singular— deseaba informes sobre sus experiencias con la yperita... Le informa que puede poner con mucho gusto a su disposición los prisioneros necesarios para todas las experiencias...»

Estos conejos de Indias humanos fueron varios millones. Y el joven púdico fue, ya hombre, nada menos que Heinrich Himmler. Acaba de publicarse un libro ferroz y preciso sobre este monstruo, escrito por Roger Manveit y Heinrich Fraenkel, en Francia, Ediciones Stock.

Viet-nam

L'erreur politique de Washington

par Jean Lechantre

Le Gouvernement des Etats-Unis a commis une erreur gigantesque en faisant bombarder à nouveau le Nord Viet-nam, après une trêve qui, malgré les doutes émis cà et là, avait néanmoins préparé les esprits à une issue diplomatique du conflit.

Erreur grave, et nouvelle manifestation de l'infantilisme politique qui règne à Washington. On ne peut que la déplorer. Mais de là à traiter les Etats-Unis en fauteurs de guerre, il y a une distance à ne pas franchir.

On ne résoudra pas le problème — ou plutôt les problèmes vietnamiens — par la violence; car puissance et violence ne sont nullement synonymes à l'époque de la guerre psychologique. Mais comment peut-on passer sous silence le fait que ni le Vietcong, ni la Chine n'ont jamais observé les accords à Genève? Qui pourrait croire au pacifisme de Mao Tsé toung, dont le parti poursuit la militarisation à outrance du peuple chinois, selon des méthodes qui rappellent à s'y méprendre celles de Hitler?

Ceci dit, et puisqu'il n'y a rien d'autre à faire que d'essayer de traiter, pourquoi ne pas considérer les gens du Vietcong comme des interlocuteurs valables? Nous n'entretiens aucune illusion quant à la qualité « démocratique » de l'organisation communiste vietnamienne; mais

nous savons que les fantoches du Sud Viet-nam ne représentent pas davantage dans le peuple dont l'effroyable martyre se prolonge et qui aspire avant tout à la paix.

Il faut donc entreprendre la négociation, car c'est vraiment faire la part trop belle à l'inlassable propagande chinoise que de lui fournir des thèmes aussi faciles que « les crimes de guerre américains » et « l'agression yankee ». Cette négociation pouvait être amorcée dans le cadre de l'O.N.U. contrairement aux affirmations des délégués de la France et de l'U.R.S.S. Il semble que Washington n'ait pas envisagé cette possibilité sous un scepticisme grandissant, ce qui peut expliquer au moins en partie l'échec actuel de l'offensive de paix du président Johnson.

Si la Chine accroît son influence sur le Nord Viet-nam et sur le Vietcong au détriment de celle de Moscou, les pseudo-marxistes-léninistes chinois marqueront un point capital dans le jeu qui les oppose à l'U.R.S.S. et à une période du monde communiste. Là réside le principal danger et on le sait bien au Kremlin. Mais Johnson s'en rend-il compte? L'ignorance des politiques américains face aux réalités les plus élémentaires du « communisme » autorise bien des craintes.

«Después de la caída»

— y II —

NUESTRA postura política como socialistas se caracteriza, frente a sistemas como el franquismo —por un lado— y frente al comunismo —por el otro—, por el deseo de un marco político-social democrático. Y frente a ciertos tipos de democracias al uso nos caracterizamos por desear un contenido socialista en las estructuras del país. Socialismo y democracia no son dos añadidos e ingredientes, como el huevo y la patata que forman la tortilla. Porque también puede haber tortillas sin patatas y patatas fritas sin huevo. Ni siquiera es "la vuelta de la tortilla" lo que nos interesa, porque no queremos el mismo sistema vuelto del revés. Socialismo y democracia son para nosotros las dos caras de una misma moneda, porque no creemos que pueda haber una democracia auténtica (la cual implica libertad, no sólo de cabeza sino también de estómago) sin un orden socialista, ni tampoco puede haber socialismo (es decir, en principio y sobre todo justicia social) sin un orden democrático. Privar de democracia a un pueblo es tratarle injustamente, con lo cual se contradice el ideal del socialismo. Y privar de un orden socialista a un pueblo es negarle la libertad y la igualdad de cada uno para ser humanamente todo lo que puede ser, lo cual contradice al ideal mismo de la democracia. Por eso nos parece que no hay término medio.

El hablar de democracia o de dictadura trae enseguida a la mente la imagen de los Parlamentos con sus diferentes partidos y la libertad de tirarse los trastos a la cabeza como gente civilizada. Si como socialistas somos demócratas ¿hemos de admitir entonces que existan junto a nosotros otros partidos que no sean socialistas? Y ¿hemos de mantener con respecto a ellos la actitud que exigimos de ellos para nosotros? Parece que la respuesta no puede ser más que afirmativa. Desear la existencia de un partido único parece que es tender a la dictadura. Pero quizá quepa hacer aquí unas consideraciones de matices.

Una de dos: o estamos plenamente convencidos (es decir, convencidos racional y no sólo pasionalmente) del sistema socialista como solución política y humana, o defendemos nuestro partido con un mero y maquiavélico exclusivo interés de conquista del Poder. El segundo punto en que se apoyan las dictaduras semejantes a la franquista para decir que la política es algo despreciable, nos parece moralmente repudiable en sí mismo. Pero si estamos convencidos del socialismo como solución ¿cómo podemos desear la existencia de otros partidos existentes?

Para responder al dilema ocupémonos de la segunda pregunta planteada algo más arriba: ¿hemos de mantener con respecto a ellos la actitud que exigimos de ellos para nosotros? La respuesta afirmativa aquí nos parece indudable. El principio de la reciprocidad en la conducta es el único principio moral verdaderamente claro y del que se pueden deducir, como de una regla de oro, otros muchos de carácter más concreto. Si yo niego a otro la libertad de poder pensar de modo diferente al mío, ¿qué argumento puedo presentar para criticarle cuando él haga lo propio? He aquí por qué las vueltas de tortilla nos dan mala espina y sólo pueden favorecer a ciertos grupos, pasando de una dictadura de derecha a una dictadura de izquierda.

Una formación

concienzuda

Ahora bien, una cosa es que respetemos la actitud del otro mientras no perjudique a nuestro propio derecho a la libertad y a la igualdad, y otra cosa es que nuestro deseo no fuera el de que los que piensan de modo diferente también piensan co-

mo nosotros. Aunque no seamos totalitarios, no por eso dejamos de reconocer que lo mejor sería si todos pensarán en socialista. Y el que no les obliguemos a pensar como nosotros no quiere decir que no aspiremos a poder llegar a convencerlos de que nuestro sistema es mejor para evitar los males que acechan al país y al resto del mundo. He aquí la ingente tarea que tenemos por delante: para convencer a los demás es preciso ofrecerles razones claras y argumentos sólidos, y para poder ofrecerlos hemos de poseerlos nosotros mismos mediante una formación concienzuda.

Hace muchos años puede que se discutiera sobre ciertos remedios médicos. Hoy día nadie negaría, por ejemplo, que una buena inyección de suero es el remedio infalible para curar la difteria. ¿Por qué no hemos de llegar en el terreno de la política a un grado cercano a ese? Ello supondría que la política ha pasado de su oscura fase ideológica a un terreno más firme (que no tiene por qué ser el de la pura tecnocracia). Y en ello parece que coincidiéramos con cierto señor, llamado Fernández de la Mora, que con el achaque de que la argumentación racional debe sustituir a la polémica parlamentaria, trata de buscar al régimen español una continuidad de "despotismo ilustrado" en la cual un elemento instruido en cuestiones de economía y demás (a saber: el "Opus Dei"), vendría a enderezarnos los veinticinco años sin que nosotros, «ignorantes en las difíciles tareas de gobernar», tuviéramos nada que pinchar ni cortar. Lo que falla en el panorama del autor del «crepúsculo de las ideas» —libro al que la prensa socialista no ha prestado la atención que merece— es quizá el supuesto de que las estructuras que nos quiere imponer un grupo neocapitalista son capaces de realizar las exigencias de la libertad, la igualdad y la justicia.

El socialismo admite, como democrático que es, a los otros partidos, aunque aspira a que las distancias entre los partidos se logren ir acortando a fuerza de convencimiento apoyados en la práctica. Quizá el sistema parlamentario ideal sea aquel en que no haya más que dos partidos, uno de ellos el de la oposición. Y nuestra aspiración debe ser de que aún la oposición esté dentro del socialismo, es decir, que lleguemos por el camino de la convicción humana a coincidir en los principios fundamentales con todos los demás ciudadanos, obreros, técnicos, empleados o intelectuales. Entonces la oposición no sería más que una crítica ejercida dentro del mismo partido. Pero dejemos esto que parecerá una utopía para retomar el hilo perdido: Hoy día está ya a punto de producirse en España el cambio tan esperado. Al caer, pesadamente, el cadáver de un nefasto sistema político, aspiramos a que democráticamente se nos permita entrar en ese diálogo en el que nuestros argumentos se contrasten con los demás y con la práctica. No es algardadas pasionales lo que deseamos, sino derechos humanos llevados a la práctica. No es, por consiguiente, en el terreno de lo que el señor Fernández de la Mora llama "ideologías" en el que nos movemos, sino en el terreno de las reivindicaciones morales apoyadas por la razón. ¿Acaso el grupo del señor Fernández de la Mora y otros afines será capaz de permitirnos realizar ese diálogo sin necesidad de "apasionarnos"? Es cierto que nuestras peticiones de justicia no habrán de ser como pedir "el oro y el moro". Nuestras exigencias han de tener en cuenta el estado económico del país y toda una serie de circunstancias materiales. Pero también el planeamiento económico del país debe entonces servir al ideal de una mayor jus-

ticia. Una justicia moral desentendida de la realidad puede ser una utopía y un perjuicio. Pero una economía nacional desentendida de valores morales como el de la justicia distributiva (en el planeamiento agrícola, en la política de impuestos, en la reglamentación social, etc.) es algo repugnante.

Socialismo que viene del pueblo

Cuando llegue el momento de construir la democracia española hemos de enfrentarnos con el problema de los medios de conseguir esa democracia. Y por de pronto, si observamos otros países que nos rodean, vemos que un orden democrático (para nosotros idéntico con un orden socialista) puede imponerse desde abajo, desde el pueblo, o desde arriba, desde el Estado. Mediante la victoria en unas elecciones puede un determinado partido realizar la reforma del país a base de cambiar todas o parte de sus instituciones. Pero independientemente de las elecciones, cuando un pueblo alcanza un nivel de formación democrática suficiente, cuando los problemas fundamentales del país, como son los problemas del trabajo y similares (salarios, condiciones de empleo y desempleo, etc.) son resueltos por las partes integrantes sin necesidad de la intervención del Estado en forma de legislación, entonces la democracia queda asegurada mucho más firmemente y ya no es el Parlamento, ni la política de partidos, quien decide. Quizá anduviera por ahí Marx al señalar cuál era la última etapa del socialismo, aunque los comunistas lo hayan trastrocado todo y hayan venido a llevar la contraria a su inspirador ideológico.

Digámoslo claro: una democracia socialista que viene del pueblo mismo, un socialismo establecido por la Unión General de Trabajadores antes que por el Partido Socialista mismo, un socialismo democrático basado en unas normas admitidas de convivencia y en una convicción general, es mucho más robusto que el socialismo contrario, un tanto avergonzado de oportunismo.

Pero aquí reside el gran problema de la España que va a comenzar y la gran tarea que se nos impone y de la cual ninguno de nosotros veremos el fruto cumplido seguramente: ¿cómo podemos establecer un orden social y democrático basado en una convicción general? ¿Podemos estar seguros de que los grupos que son producto de los 25 + 1 años de dictadura no perjudicarán nuestros derechos obligándonos a deponer nuestra actitud de respeto hacia ellos y sus ideas? Aunque quien ha creado el problema haya sido Franco, el deber de buscarle una solución es, querámoslo o no, nuestro. Deber nuestro es formarnos y deber nuestro es formar a los demás para lograr cueste lo que cueste, romper el maleficio de las dos Españas que nos persigue. Es muy difícil que el socialismo español se imponga si no es desde el Gobierno mismo, pero sería mejor que se impusiera por el otro camino. En todo caso, se exige aquí un avance perfectamente coordinado en dos frentes distintos. La U.G.T. tiene la misión que juzgo más importante para apoyar al Partido y ayudarle a que se sostenga en el avance. El P.S.O.E. tiene por su parte que conservar las posiciones que vaya conquistando e ir fortaleciendo la labor de la U.G.T. La finalidad común es, de momento, principalmente, una: la formación de los miembros de la organización propia, formación sólida y racional, y la educación del resto de la población española (de algunos habría que hablar de reeducación), para poder llegar a fundamentar un Estado a base de una coincidencia fundamental orientada por la libertad y la justicia.

J. L. R.

P. S. O. E.

MEJICO

El día 17 de enero, a las ocho y media de la noche, tuvo lugar en nuestro domicilio social la celebración de la asamblea general extraordinaria convocada a petición de 55 afiliados. Dio origen la presentación de un escrito, en el cual pedían que esta Agrupación se dirigiera a la Comisión Ejecutiva, solicitando su intervención cerca de una Agrupación del Interior, para que se ratificara una resolución que consideraban injusta.

El Comité, después de leído el escrito, presentó otro texto en el que recuerda las bases y la doctrina clásica de nuestro Partido. En dicho texto se hacía un cordial llamamiento a los firmantes para que retiraran su escrito, ya que ni la Comisión Ejecutiva ni las Agrupaciones tienen facultades para intervenir en asuntos internos, pues para ello violaría la soberanía y las normas de nuestra organización general.

Se entabló un largo debate, ya que a petición del Comité se quiso que los firmantes expresaran las razones que les movieron a la presentación del escrito de referencia. Intervinieron, en pro del escrito, Borderas, Marino Sanz, Sapiña, Trujillo y Longueira, y en contra los compañeros José Bullejos, Víctor Salazar, José Vila Cuenca y Bellas. Ampliamente discutido, de nuevo el Presidente en su intervención volvió a instar a que retiraran su escrito, y se circunscribieran a las recomendaciones del Comité. Al negarse a ello, se procedió a la votación, que dio como resultado la desaprobación del escrito por una gran mayoría de la asamblea, a la que acudieron un centenar de afiliados.

E. C. BLASCO, corresponsal.

SOCHAUX

El domingo 23 de enero se reunió nuestra Sección del Partido en asamblea general, que presidió el compañero Manuel Pardo. El Comité dio lectura del contenido de la Circular núm. 7 de la C.E. Después de discutida, se acuerda que todos los afiliados deben contribuir a la cuota extraordinaria que hace mención dicha Circular.

La lectura de correspondencia, gestión del Comité, así como el informe de Tesorería fueron aprobados por la asamblea.

Seguidamente se procedió a la designación del nuevo Comité para el año en curso, que fue cons-

tituido en la forma siguiente: Presidente, Miguel Cívico; Secretario, Crescencio Hernández; Tesorero, Manuel Gil Lozano; Prensa y Propaganda, Isidoro Pascual y Juan Fornalino.

C. H.

TARBES

Esta Sección del P.S.O.E. ha celebrado la asamblea general ordinaria correspondiente al cuarto trimestre del año 1965, discutiéndose y aprobándose todas las cuestiones presentadas a examen.

Se adoptaron las disposiciones consiguientes para llevar a efecto la recaudación de la cuota extraordinaria prevista en la Circular núm. 7 de nuestra Comisión Ejecutiva.

El Balance de cuentas presentado por Tesorería fue aprobado por la asamblea tras el dictamen favorable de la Comisión revisora de cuentas.

Fue aprobada la gestión del Comité, de cuyo informe destacó la exposición sobre el resultado de la campaña de propaganda que ha venido llevando a efecto entre la colonia española de emigrados españoles, y que se ha traducido por el momento en cuatro suscripciones a nuestro semanario. Señala el Comité que esta labor será ahora dirigida por el Comité Departamental, ya que así fue decidido en el último Pleno extraordinario a propuesta precisamente de nuestra Sección, pero que ello no impide el que la Sección haya de continuar prestando el apoyo consiguiente a una campaña iniciada por ella.

El Comité fue reelegido para seguir en funciones durante el año entrante.

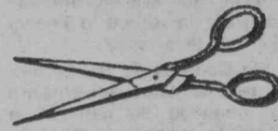
C.

MULHOUSE

Este Grupo interdepartamental del P.S.O.E. celebró asamblea el sábado 22 de enero. En ella se aprobó la gestión del Comité saliente durante el período 1965. También se aprobó el informe de Tesorería sobre el aumento del precio del periódico, así como que la cuota "pro España" sea de 10 francos como mínimo.

Fue reelegido el Comité para el año 1966, que está constituido de la siguiente manera: Presidente, Octavio Ortiz; Secretario, Dávila; Tesorero, Basilio Antigüedad.

El Secretario.



U. G. T.

ORAN

La Sección local de la U. G. T. en Orán ha celebrado su asamblea ordinaria trimestral, el sábado día 15 de enero.

Presiden los compañeros Chavari como presidente y M. Castro secretario.

Se aprueba el acta anterior y las cuentas, donde se informa de la existencia de un saldo en favor de la Sección en poder de la Comisión Ejecutiva.

Se conoce la baja de un compañero a petición propia y el alta de tres jóvenes trabajadores recién venidos de España.

El Secretario informa de la correspondencia con la Comisión Ejecutiva, así como la concurrencia a Solidaridad Democrática, y de la atención prestada a los compañeros de esta Sección en la Casa de Retiro de Grenade (Francia).

Queda formado el nuevo Comité para el año en curso con los compañeros J. Chavari, Presidente; Longinos Menéndez, Secretario; M. Machuca, Tesorero, y Benjamin Gutiérrez y Joaquín Molina, Vocales.

C.

PARIS

Juventudes Sindicalistas

Las Juventudes sindicalistas del Sena organizarán con la colaboración de la Sección Renault del Sindicato F.O., el sábado 19 de febrero, a las 17 horas, una importante charla con el tema "El trabajador emigrante y sus problemas", a cargo del compañero Luis Astruc, delegado del personal de la Fábrica Renault. El compañero Astruc contestará después a las preguntas que se le hagan.

La charla tendrá lugar en el 198, Av. du Maine, Paris-14 (Métro Alesia).

Los jóvenes sindicalistas (U. G. T.)

CLERMONT-FERRAND

Se convoca asamblea general ordinaria de esta Sección de la U.G.T. para el domingo 27 de febrero, a las nueve y media en primera convocatoria y a las diez en segunda.

Se ruega a todos los compañeros asistencia y puntualidad, pues hay varias cosas de interés a tratar y, además, corresponde la elección de nuevo Comité.

El Secretario.

IMPRIMERIE SPECIALE

28-30, Rue Sainte

MARSEILLE 1^{er}

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.
Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, al menos de los medios que ya nos venosamente os acaban de quitar.
Georges BRUTELLE,
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

Réflexions sur le XI^e Congrès du P.C. italien

A la recherche d'une voie italienne du socialisme

par Serban Voinea

D'après le XX^e Congrès du Parti communiste soviétique et la dénonciation par Khrouchchev des crimes de Staline, le Parti communiste italien traversait une phase de mutation. Il s'était fait le champion non seulement d'une plus grande autonomie des Partis communistes, mais avait même osé mettre en doute l'affirmation que la terreur ait été l'effet d'un simple « culte de la personnalité... » et non pas la conséquence inévitable de la dictature.

Dans la recherche d'une voie italienne vers le socialisme, le P.C.I. avait franchi avant son XI^e Congrès — qui vient de se tenir à Rome — une étape nouvelle avec les thèses soutenues par Amendola. Constatant la faillite aussi bien des partis communistes que des sociaux-démocrates, Amendola préconisait leur disparition et la création d'un nouveau mouvement ouvrier, qui rassemblerait dans son sein toute la classe ouvrière, à laquelle viendraient se joindre tous les éléments démocratiques favorables à la construction du socialisme. Le principal adversaire de ces thèses était Ingrao. Par contre Longo, le secrétaire général au parti, adoptait une thèse assez proche de celle d'Amendola.

Le rapport de Longo s'intitulait : « Pour la paix, pour l'avancement sur la voie italienne vers le socialisme, unité des forces ouvrières et socialistes ». Les échos parvenus de Rome indiquent que la thèse de Longo a été favorablement accueillie par la moitié du parti. Amendola et Ingrao se sont rapprochés de cette thèse médiane, les débats à la base, qui avaient précédé le Congrès, laissaient d'ailleurs prévoir une telle issue.

Le XI^e Congrès du P.C.I. coïncidait avec le 45^e anniversaire de la fondation du parti et le 75^e de la naissance de Gramsci, le véritable fondateur du P.C. italien. Les thèses soutenues au cours de la préparation qui auraient pu avoir une influence certaine sur l'évolution des autres partis communistes des pays libres. Cela ne paraît pas avoir été le cas. L'explication doit peut-être en être recherchée dans la situation intérieure de l'Italie et les problèmes qui s'y sont posés au cours du Congrès.

L'Italie connaissait une crise gouvernementale. Tous les partis politiques italiens se trouvaient concernés par l'issue de cette crise, et tout particulièrement le Parti communiste. En effet, encore plus que le Parti communiste français, le P.C.I. s'efforce de sortir de son isolement. Il considère pouvoir arriver en démantelant la coalition de centre-gauche du gouvernement, dont font partie aussi bien les socialistes de Saragat que ceux de Nenni.

Dans une conférence de presse, Longo a fait le procès de cette coalition. Il a commencé par affirmer que sa politique avait fait faillite : Elle a renoncé à réaliser les réformes promises et s'est subordonnée aux

groupements modérés de la démocratie chrétienne. La coalition a accepté — affirme encore Longo — les projets de relancement du capitalisme monopolistique et aggravé les problèmes les plus aigus du pays : Le déséquilibre entre le Nord et le Sud et entre les différents secteurs de l'économie persiste, les salaires sont les plus bas des pays du Marché Commun ; il y a deux millions et demi de chômeurs, poussés à l'émigration. Quant à la politique extérieure, la coalition du centre-gauche s'est purement et simplement mise au service des États-Unis. Telle est la position de Longo.

Il est évident qu'une pareille attitude va à l'encontre de la politique suivie par les deux Partis socialistes, qui participent au gouvernement. Dans son effort pour briser la coalition, le Parti communiste italien s'éloigne des deux autres partis ouvriers et crée une situation dans laquelle un rapprochement devient de plus en plus difficile. Ainsi les deux principaux buts poursuivis, l'unité ouvrière et la fin de la coalition de centre-gauche, se contredisent et s'annulent. Non seulement l'unité, mais même des actions politiques communes paraissent de plus en plus difficiles.

A la lumière de ce XI^e Congrès, l'envolée théorique du communisme italien paraît subir un temps d'arrêt et se contenter de buts plus modestes que ceux qu'il se proposait il y a encore six mois. « Rinascita », la revue théorique du P.C.I., intitulait l'éditorial de son dernier numéro : « Un Congrès pour l'unité ». Si telle était l'ambition du Congrès de Rome, ses débats laissent l'impression qu'il n'a pas réalisé le but qu'il se proposait.

Con motivo del repugnante "affaire" Ben Barka, la prensa ha citado otros muchos raptos políticos ocurridos en territorio francés y en otros países, que, en eso, como en tantas otras cosas, nadie tiene el monopolio, desgraciadamente. Si han citado otros casos, no ha sido para excusar el más reciente, sino para demostrar que la policía política, en todas partes, carece de entrañas.

Entre los varios casos que se han citado ahora figuran los raptos del duque d'Enghien, de Koutieff, del coronel Argoud, de Ben Bella y del general Delgado. También han citado el rapto de nuestro compatriota Jesus Galindez a quien, en pleno centro de Nueva York, un día de marzo de 1956, los esbirros del dictador Trujillo raptaron, drogaron y lo metieron en un avión que lo trasladó a Santo Domingo donde el sádico "Benefactor" se divirtió asesinandolo. Ese sádico tirano fue recibido después con toda pompa por el ex invicto Caudillo general Franco y su familia. Lo recibieron, se exhibieron juntos y le aceptaron los valiosísimos regalos que les hizo.

Pero en la relación de raptos políticos que ha publicado la prensa no hemos visto citado los raptos que por orden del Gobierno del general Franco hicieron en territorio francés la policía franquista y la Falange exterior, ayudados por la Gestapo. Los raptados eran todos ellos españoles, republicanos y socialistas, refugiados en Francia. Aun a trueque de no citar a todos los raptados, queremos, por lo menos, estampar aquí los nombres de unos cuantos de ellos.

El presidente de la Generalidad de Cataluña,

Perspectivas

Los factores determinantes del futuro español

AHORA se ha actualizado con no poca exageración la importancia decisiva del Ejército como factor determinante de la vida política futura de España. No pretendemos disminuir la fuerza decisiva de un hombre armado y experto en armas frente a otro hombre sin armas y casi siempre desprovisto de la experiencia de la agresión armada. Donde hablan las armas sobran las palabras.

El Caudillo, que ya hace tiempo que tiene el viático a la puerta de casa, ha dado nuevo brillo al Ejército como custodio del porvenir de España. Los edecanes del Caudillo repiten como loros bien adiestrados las palabras y los pensamientos del "Gran Capitán". Solís, con la oportunidad de quien toca a muerto en medio de una boda alegre, habla de las virtudes angelicales del Ejército. El Ejército es para el Caudillo, para sus edecanes y para los perezosos mentales el Ángel de la Guardia de la nación española.

Pero España, pese a todas las apariencias, no es un cuartel. España tiene treinta y dos millones de habitantes. Un tercio de esos habitantes son personas activas; de ellas depende la economía del país y dentro de ellas, apartado un millón, "grosso modo", hay entre diez y once millones de trabajadores de todas clases. Cobren al mes o cobren al día, tengan altos honorarios, medianos o bajos sueldos o salarios, pertenecen al gremio extenso y complejo de los asalariados. Son una fuerza. Una fuerza incommensurable, de reacciones imprevisibles y, consciente o inconscientemente, revolucionarias.

No es obvio recordar para algunos que la revolución no es siempre sinónimo de violencia, inestabilidad, incendio y destrucción. Estamos viviendo una revolución técnica infinitamente más transcendente que las revoluciones sociales del siglo presente. Tanto más cuanto que esas mismas revoluciones sociales están siendo

"revolucionadas" por la revolución técnica. Sin embargo, no hay violencia, destrucción, incendio e inestabilidad revolucionarias según el sentido corriente de la palabra.

España tiene ciertamente algo de cuartel, pero tiene mucho más de fábrica y taller, de tierra de labrantío, de barcos de pesca, de minas y de transportes, de Uni-

donde no faltan los generales financieros y los generales-consejeros, no de embajadas ni de la N.A.T.O., sino de los Consejos de administración de algunas empresas. El dinero conspira mucho más que los cuartos de banderas y que los casinos militares y es, en fin de cuentas, más temible y más eficiente que los generales conspiradores.

La Iglesia Católica en España modela el alma de no pocos candidatos a representar el papel de Martínez Campos.

Si, el Ejército tiene en sus manos el porvenir inmediato de España; pero el Ejército actuará con orden de misión y esta orden de misión no saldrá del Ejército mismo, sino de los grupos de presión más fuertes. La Iglesia, el capitalismo, los terratenientes, que éstos y no el Caudillo, son los amos de España.

Pero que nadie se engañe, el porvenir inmediato no es el porvenir definitivo de España y éste, quíerese o no se quiera, tiene que determinarlo la otra España, ya que en ella hay algo más que soldados, prelados y capitalistas. Hay la densa, extensa y compleja España de los obreros, de los técnicos y de los intelectuales.

Si no todos estos, muchos de ellos si tienen consciencia de su misión histórica. Es una misión que es — como afirmó el Concilio Vaticano II — perfectamente conforme con la naturaleza humana que se constituyen estructuras jurídico-políticas que ofrezcan a todos los ciudadanos, sin discriminación alguna y con perfección creciente, posibilidades efectivas de tomar parte libre y activamente en el establecimiento de los fundamentos jurídicos de la comunidad política, en el gobierno de la cosa pública, en la fijación de los campos de acción y límites de las diferentes instituciones y en la elección de los gobernantes (copiamos de "Ya")

Con ello Vaticano II no inventa nada nuevo, sino que acepta, aunque tardamente, la doctrina política de los demócratas y su fórmula es substancialmente coincidente con la fórmula política de nuestras organizaciones, como lo es de la U.D.F. y de la Alianza Sindical.

La España católica y vaticana, oficialmente cristiana, con un Ejército y una clase capitalista, teóricamente cristianas, ahí tiene el camino expedito que conduce a la verdadera paz de los españoles.

LA DISTRIBUCION DE LA RENTA NACIONAL

El Instituto Nacional de Estadística ha publicado un cálculo sobre la distribución de la renta nacional.

Según la nota que hemos leído, el 9 por 100 de los perceptores de renta se han tenido que conformar con un promedio inferior a 21.600 pesetas anuales.

Esa atribución anual nos da para el 9 por 100 de los españoles perceptores de renta un ingreso mensual inferior a 1.800 pesetas y una atribución diaria inferior a 60 pesetas. Es decir, menos del mínimo legal. Luego hay un grupo, el 50 por 100 de los perceptores, que percibió el 23 por 100 de la renta nacional; un 24 por 100 percibió el 7 por 100 de la renta y un 13 por 100 de perceptores tuvieron la gran suerte de que le tocara el gordo, esto es, el 32 por 100 de la renta nacional.

Después de leer esos datos que no se diga que la Cruzada es cristiana, justa y pacífica.

R.

S. I. S.

OLVIDOS

Completando la relación

Luis Companys; el director de "El Socialista", diputado a Cortes y ex ministro Julián Zagazagoitia; el escritor socialista Cruz Salido; el ex director general de Seguridad y diputado a Cortes republicano Manuel Muñoz Martínez; el escritor, cuñado del presidente Azaña, Cipriano Rivas Cherif; el ingeniero republicano Carlos Montilla; el diplomático republicano Miguel Salvador; el ex diputado socialista Teodomiro Menéndez... Todos fueron raptados, llevados a España y encarcelados. Los cuatro primeros — Companys, Zagazagoitia, Cruz Salido y Manuel Muñoz — fueron fusilados. Los demás, fueron condenados a muerte y más tarde indultados. ¿Cómo no recordar que era director general de Seguridad en aquel entonces el honorable conde de Mayaldé, amigo y colaborador de Himmler? ¿Cómo no recordar que era jefe de la Falange exterior en París el famoso Velilla? ¿Cómo no recordar la intervención personal en todos estos crímenes del más abyecto de los policías franquistas que responde por el nombre de Pedro Urraca Redruelles? ¿Cómo no recordar el nombre del capitán de la Guardia civil que dirigiendo la operación de Burdeos indignificó el uniforme? En fin, ¿a qué seguir? Nuestro propósito no era otro que el de añadir unos cuantos nombres de españoles a la relación de víctimas que ha publicado la prensa, que con insuperable cinismo, han comentado los franquistas, creyendo, sin duda, que lo que hacen los demás es criminal y que lo mismo, pero hecho por ellos, es un acto que merece recompensa. ¿Que merezca recompensa, no hay duda!

